

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20250122-DEC-DAEN0079 EN DATE DU - 6 FEV. 2025
**PORTANT PROROGATION DU DÉLAI DE MISE EN SERVICE DE L'INSTALLATION DE
PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ UTILISANT L'ÉNERGIE MÉCANIQUE DU VENT**

**AU TITRE D'UNE INSTALLATION CLASSÉE POUR LA PROTECTION DE
L'ENVIRONNEMENT APPLICABLE**

**À LA SOCIÉTÉ CEPE DE MARSANNE SARL
COMMUNE DE MARSANNE**

Le préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, notamment le titre VIII du livre I^{er}, relatif à l'autorisation environnementale, et le titre I^{er} du livre V, notamment l'article R. 515-109 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;

VU le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 6 octobre 2022 portant autorisation environnementale d'exploiter d'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent par la CEPE de MARSANNE SARL à Marsanne ;

VU la demande du 3 décembre 2024 de prorogation de délai de mise en service pour trois années supplémentaires ;

VU le rapport et les propositions en date du 22 janvier 2025 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 22 janvier 2025 ;

VU l'absence d'observation du demandeur sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire formulée par courriel en date du 31 janvier 2025 ;

CONSIDÉRANT que pour des raisons indépendantes de sa volonté, la société CEPE de MARSANNE SARL ne peut pas mettre en service son installation avant le 6 octobre 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article R.515-109 I. du code de l'environnement, le délai mise en service peut être prorogé dans la limite d'un délai total de dix ans, incluant le délai initial de trois ans, par le représentant de l'État dans le département, sur demande de l'exploitant, en l'absence de changement substantiel de circonstances de fait et de droit ayant fondé l'autorisation ou la déclaration, lorsque, pour des raisons indépendantes de sa volonté, l'exploitant ne peut mettre en service son installation dans ce délai ;

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Drôme,

ARRÊTÉ

Article 1 :

Le délai de mise en service du parc éolien exploité par La société CEPE de MARSANNE SARL dont le siège social est situé 115 rue du Mourelet - Z.I. de Courtine, 84000 Avignon, est prorogé jusqu'au 6 octobre 2028.

Article 2 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès de la Cour Administrative d'Appel de LYON :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté et peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

La Cour Administrative d'Appel peut être saisie d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 3 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Marsanne pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de Marsanne fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

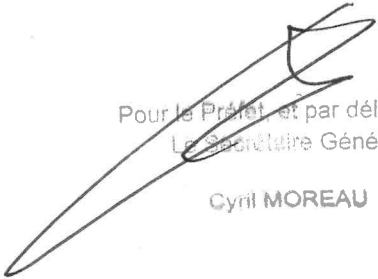
Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de Marsanne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **- 6 FEV. 2025**

Le Préfet,



Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

